

1 SECURISATION DE LA RESSOURCE

Scénario 1E : Gestion des incidents d'exploitation : casse, pollution, incendie...

Aujourd'hui en Martinique...

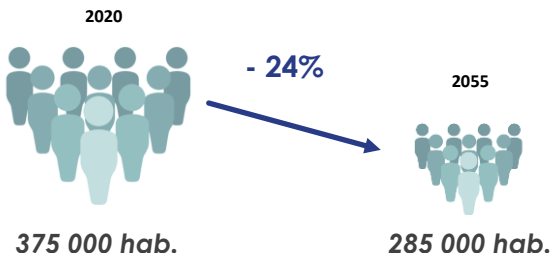
La sécurisation de l'approvisionnement est une préoccupation majeure des acteurs de l'eau sur le territoire. Les risques d'incidents techniques mettent en péril cette sécurisation.



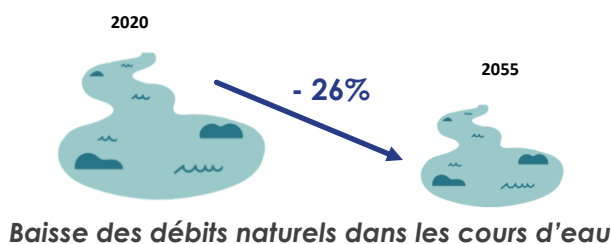
Pourquoi anticiper ces incidents ?

Investir pour une gestion optimisée des incidents d'exploitation conduirait les services d'eau à **réduire l'exposition de la population à des coupures et aux coûts économiques associés.**

Tendances démographiques



Tendances climatiques



- Comment anticiper et réduire les incidents d'exploitation ?
- Quels dommages génère un incident d'exploitation ?
- Quel est le niveau de dépense soutenable pour les services d'eau ?
- Quels bénéfices retirera-t-on des investissements engagés ?

La réponse à ces questions dépend de 2 paramètres structurants : la tendance démographique et le changement climatique. Nous considérons les situations suivantes à l'horizon 2055 :

- une **population décroissante** en année climatique **sèche** **ou humide**

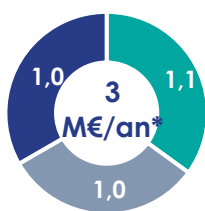
ACTION PUBLIQUE : investir pour réduire les conséquences des aléas naturels

Combien ça coûte ?



Réduire l'impact des incidents d'exploitation a un coût :

Montant des dépenses (investissement et fonctionnement) par EPCI (M€/an entre 2022 et 2055)



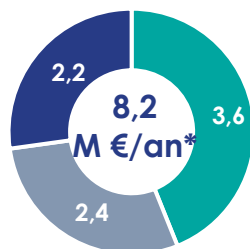
Situation actuelle

- Réhabilitation des réservoirs existants



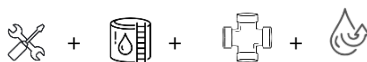
L'ensemble des unités hydrauliques sont exposées

ZHI 1 à 8 : 24h de coupure
ZHI 9 : coupure > 72h

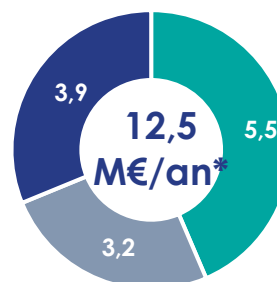


Sécurisation partielle

- Réhabilitation des réservoirs existants,
- Construction de nouveaux réservoirs
- Développement d'interconnexions
- Exploitations de nouvelles ressources



Seule la ZHI 9 reste exposée :
coupure entre 24h et 48h



Sécurisation totale

- Réhabilitation des réservoirs existants,
- Construction de nouveaux réservoirs
- Développement d'interconnexions
- Exploitations de nouvelles ressources
- Création d'une usine de secours (dessalement ou retenue)



Aucune ZHI n'est exposée

Note de lecture : le réseau hydraulique de la Martinique a été découpé en 9 **Zone Hydraulique Indépendante (ZHI)**. Ces dernières fournissent l'eau au territoire dans des proportions différentes. Par exemple, la ZHI 9 produit 93% de l'eau potable.

* Montant total des investissements hors subvention
La part des dépenses d'exploitation représentent respectivement 0, 18% et 33% des dépenses totales, pour les situations actuelles, partielle et totale.

RESULTATS : une meilleure gestion des incidents d'exploitation permet de ...

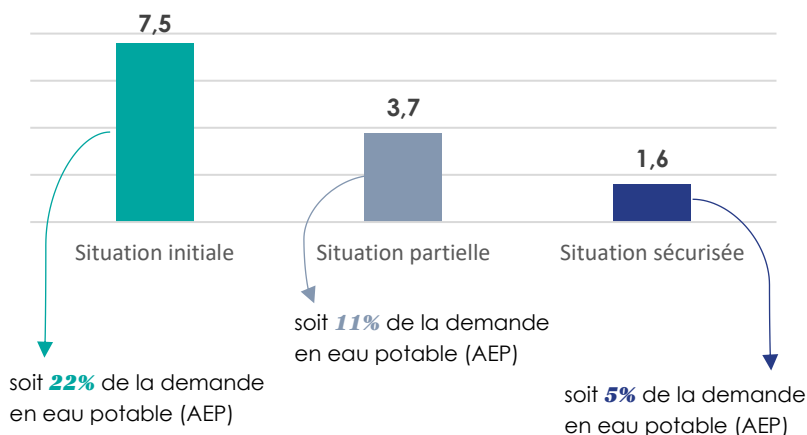
1- Améliorer la continuité de service

Les investissements en interconnexions et diversification de la ressource vont limiter l'exposition des usagers à des coupures d'eau.

On considère une **année sèche** (☀️🌳) et un **respect du DMB** (🌊) :

Volumes manquants pour le réseau d'eau potable en 2055 (Mm³)

Le passage de la situation actuelle à une situation sécurisée permet de réduire de **79%** les coupures d'eau aux usagers



2- Réduire les pertes économiques lors d'un incident d'exploitation

La **rupture du service** conduit à des restrictions d'eau qui génère des **pertes économiques à l'horizon 2055**, plus au moins élevées selon le niveau d'investissement.

On considère ici une **année sèche** (☀️🌳) :

1 Situation actuelle

100% de la population résidente est exposée à un risque de casse, pendant **4 jours consécutifs**. Le manque d'eau génère des pertes économiques :

Surcoût d'achat d'eau en bouteille



440 M€

Perte de chiffres d'affaires



8,7 M€



12 M€

Chômage partiel



12 ETP



128 ETP

2 Sécurisation partielle

9 habitants sur 10 sont exposés à un risque de casse, pendant **2 jours consécutifs**. Le manque d'eau génère des pertes économiques :

Surcoût d'achat d'eau en bouteille



215 M€

Perte de chiffres d'affaires



4 M€



6 M€

Chômage partiel



6 ETP





63 ETP

3 Sécurisation totale

Les interconnexions et la diversification de la ressource préviennent les coupures en cas d'incident : l'ensemble de la population est préservé.

3- Et les finances des collectivités dans tout ça ?

A horizon 2055, la mise en œuvre des investissements impacte plus ou moins fortement l'équilibre financier du service, à fortiori si l'on se place dans une situation :

- de respect des DMB  qui conduit à une réduction des volumes disponibles
- de carême sévère (année sèche ) , qui réduit là-aussi les volumes disponibles.



Augmentation des dépenses : La mise en œuvre des investissements pèse sur les services d'eau :

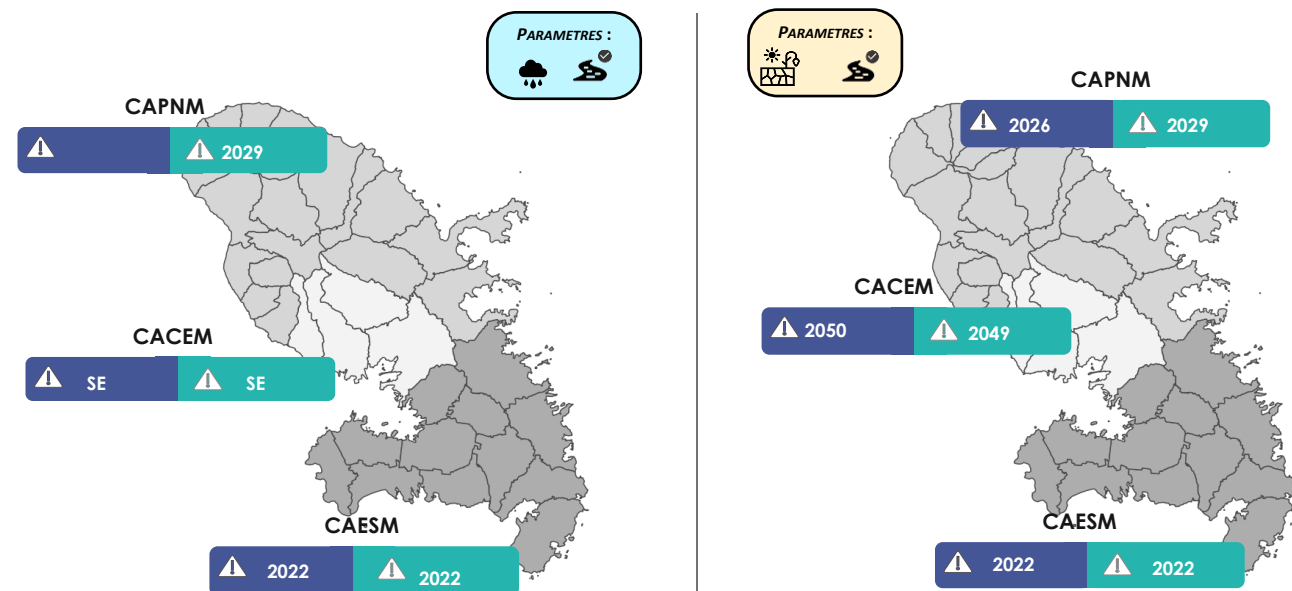
En considérant un taux de subvention de 80%, le financement du reste à charge supporté par les collectivités varie entre 0,02 et 0,30€/m³.



	Surcoût à la charge des services (en €/m ³ consommé)		
	Situation actuelle	Sécurisation partielle	Sécurisation totale
CAESM	0,03 €	0,10 €	0,28 €
CACEM	0,02 €	0,14 €	0,27 €
CAPNM	0,05 €	0,16 €	0,30 €

L'autofinancement varie entre 0,02 et 0,30 €/m³ consommé selon les scénarios et les collectivités

Equilibre financier des services : année de rupture de l'équilibre d'exploitation et ampleur du déficit d'exploitation (hors dépenses d'investissement)

A l'horizon 2055, comment les services équilibrent leurs budgets, avec une population décroissante et si les DMB sont respectés ? On s'intéresse ici au petit équilibre financier de l'eau, autrement dit à la capacité des services à couvrir leurs charges d'exploitations par les recettes d'exploitation (hors investissement). Deux situations sont étudiées : année humide  et année sèche  :



-  Année de rupture où les recettes ne couvrent plus les charges d'exploitation, en situation actuelle
-  Année de rupture où les recettes ne couvrent plus les charges d'exploitation, en situation sécurisée
- SE** Situation d'excédent d'exploitation : pas de déficit

Interprétation

En année humide, la décroissance démographique et le respect des DMB ne permettent pas de dégager une assiette de facturation à la hauteur des dépenses d'exploitation (hors investissement). Hormis la CACEM qui dispose d'un excédent d'exploitation¹, CAPNM et CAESM présentent un déficit d'exploitation de 0,54 et 0,64€/m³.

En année sèche, la réduction de la disponibilité en eau permet de répondre à 78% des besoins en eau. Sur le plan financier, le déficit d'exploitation s'aggrave puisque la réduction de l'assiette de facturation limite le montant des recettes des services.

Dans cette configuration, les 3 EPCI sont en déficit d'exploitation : 0,22€/m³ pour la CACEM, 1,40€/m³ pour CAESM et 1,59€/m³ pour CAPNM. Les investissements engagés pour réduire l'exposition aux incidents d'exploitation accroissent légèrement l'assiette de facturation et permettent de réduire le déficit d'exploitation, sans le résorber complètement (déficits d'exploitation de 0,19€/m³ pour CACEM, 0,75€/m³ pour CAPNM et 0,92€/m³ pour CAESM).

	Déficit de recouvrement des charges d'exploitation en 2055 (en €/m ³ consommé)			
	Année humide		Année sèche	
	Situation actuelle	Situation sécurisée	Situation actuelle	Situation sécurisée
CAPNM	-0,54 €/m ³	-0,75 €/m ³	-1,59 €/m ³	-0,75 €/m ³
CACEM	SE	SE	-0,22 €/m ³	-0,19 €/m ³
CAESM	-0,64 €/m ³	-0,92 €/m ³	-1,40 €/m ³	-0,92 €/m ³

¹ L'analyse des comptes administratifs de la CACEM montre que Odyssi dispose d'un excédent structurel d'exploitation.